



Commission administrative nationale des 9 et 10 octobre

## **S'opposer à l'austérité ! Pas de coupes sombres dans le budget de l'État ! En finir vraiment avec la RGPP !**

Le SNASUB-FSU se félicite du succès de la manifestation unitaire du 30 septembre à Paris contre la ratification par la France du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance.

La mobilisation et la campagne d'information se poursuivent. Nous les intégrons dans notre activité syndicale quotidienne (cf. motion adoptée par la CAN en septembre).

Le projet de Loi de Finances pour 2013 a été adopté en Conseil des Ministres le 28 septembre dernier et transmis au Parlement.

Il est marqué par le contexte d'austérité dans lequel il s'inscrit, inspiré de la logique contenue dans le TSCG, même si des éléments contradictoires, parfois incohérents quant à l'orientation budgétaire choisie apparaissent.

**D'un côté, il contient des éléments positifs** (taxation des plus-values de la même manière que les revenus du travail, annulation de l'abaissement de l'ISF décidé par Sarkozy, progressivité plus juste de l'impôt sur le revenu, etc.). **De l'autre**, il affiche des suppressions de postes en nombre supérieur à celui des créations dans les ministères prioritaires, opère des réductions sur les budgets de fonctionnement, et des mesures qui touchent le pouvoir d'achat des retraités, par exemple.

L'économie de 10 milliards que le gouvernement entend opérer sur le budget risque d'aboutir, par les effets de contraction induite, à une baisse des budgets publics en réalité plus importante et à de véritables difficultés à mettre en œuvre des politiques publiques. Et les premières conséquences seront pour les catégories les plus précarisées de la population.

Le recul du gouvernement face à la fronde des « Pigeons » sur la question de la taxation des plus-values, à peine plus d'une semaine après avoir présenté le projet, est un premier signe négatif quant aux arbitrages qui pourraient être faits. Cela montre, s'il en était besoin, **l'importance qu'il y a à confronter nos revendications, à commencer**

**par les plus urgentes, à tous les dogmes poussant à l'austérité budgétaire.** Nous aussi, nous nous mobilisons pour que nos missions, nos postes, notre pouvoir d'achat et nos carrières ne soient pas oubliés dans ce budget.

**Au ministère de l'éducation nationale, 500 postes de personnels « non-enseignants » sont prévus** pour créer des emplois d'administratifs, d'auxiliaires de vie scolaire, d'assistants sociaux, de médecins et d'infirmières... Il y aura donc sans doute quelques créations symboliques, mais en nombre notoirement insuffisant compte tenu des saignées successives qui ont été pratiquées dans les effectifs depuis 2004, notamment dans les services académiques.

**Dans l'enseignement supérieur et la recherche**, la création de 1000 postes est annoncée. C'est également insuffisant. Il est envisagé qu'environ un tiers d'entre eux soit dans les corps de BIATOSS. Nous serons attentifs au fait que la part de personnels des corps de l'AENES, des ITRF et des bibliothèques soit respectée. L'urgence reste évidemment l'abrogation de la LRU et le retour de la gestion de la masse salariale des personnels de l'enseignement supérieur par le ministère.

**Le ministère de la culture** est, lui, touché par des suppressions de postes et des restrictions de crédits de fonctionnement. Nous ne pouvons accepter que la politique culturelle de l'État soit ainsi affaiblie sur l'autel de l'austérité.

**Les créations qui interviennent dans l'éducation sont très insuffisantes au regard des nécessités des missions et de l'amélioration des conditions de travail saccagées par la RGPP.** Par ailleurs, elles ne permettront pas d'éteindre la précarité ni même d'engager les quelques titularisations rendues possibles par la loi Sauvadet, et encore moins de les élargir. **Notre revendication reste un plan de titularisation massif** et les moyens de le réaliser !

Enfin, la remise au premier ministre le 25 septembre du rapport de bilan de la RGPP établi par les trois inspections générales (IGA, IGF, IGAS) conclut à une critique bien trop faible de celle-ci, pointant surtout des problèmes de méthode. Nous réaffirmons, avec la FSU, qu'il faut rompre avec la RGPP (par exemple, nous sommes opposés aux expérimentations d'intégration de DDI aux préfectures), parce qu'il s'agit d'une politique cohérente de destruction des services publics. La tonalité, sévère sur la forme, mais finalement clémente sur le fond, montre la nécessité pour le SNASUB et pour la FSU de porter leurs propositions de développement des services publics dans le débat qui s'ouvre sur la réforme de l'action publique. Il faut en finir vraiment avec la RGPP !

**La concertation sur la refondation de l'école se termine sans que le rapport qui en ressort n'aborde la question des missions des personnels administratifs.** La négociation va maintenant s'ouvrir. Nous y interviendrons pour que nos missions de service public soient confortées et que soient programmés les moyens nécessaires à leur bon accomplissement.

**Dans ce contexte, la CAN du SNASUB-FSU décide de lancer une campagne visant à faire valoir dans le contexte de débat parlementaire sur le budget les revendications immédiates:**

- **dégel du point d'indice ;**
- **suppression de la journée de carence ;**
- **augmentation du nombre de possibilités de promotions ;**
- **créations de postes en nombre correspondant aux besoins.**

A cette fin, les sections académiques du SNASUB-FSU feront entendre les exigences légitimes des personnels. Elles organiseront le maximum d'heures d'informations syndicales, de diffusions de tracts pour mobiliser les collègues. Elles interpellent les députés pour exiger la satisfaction de nos revendications en s'appuyant sur une campagne de pétitions.

**Motion adoptée par la CAN du SNASUB-FSU le 10 septembre 2012**